

/UNREVISED/

No. 03 of 2022

RODRIGUES

FIFTH REGIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

(UNREVISED)

FRIDAY 29 APRIL 2022

/UNREVISED/

CONTENTS

BUDGET SPEECH

“This Assembly resolves that, for the purposes of section 44(1) of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is approved the Draft Estimates of Recurrent Revenue, Recurrent Expenditure, Capital Revenue and Capital Expenditure for the financial year ending 30 June 2023.”

ADJOURNMENT

/UNREVISED/

The Executive Council

(Formed by Mr Johnson Roussety, G.O.S.K.)

Mr Johnson Roussety, G.O.S.K.	Chief Commissioner, Commissioner responsible for Central Administration, Civil Aviation (Administration), Education (Administration), Legal Services, Marine Services (Administration), Registration, Statistics in respect of Rodrigues, State Lands, Town and Country Planning, Cooperatives, Handicraft, Industrial Development, Prisons & Reforms Institutions (Administration), Trade, Commerce and Licensing, Vocational Training, Civil Status, Customs and Excise (Administration), Judicial (Administration), Postal Services (Administration), Marine Parks, Water Resources
Mr Franceau Aubret Grandcourt	Deputy Chief Commissioner, Commissioner responsible for Public Infrastructure including Highways and Roads and Public Buildings and Utilities, Transport, Environment, Community Development, Housing
Mr Louis Ange Perrine	Commissioner responsible for Agriculture, Fisheries, Food Production, Forestry, Plant & Animal Quarantine
Mr Jean Nicolas Volbert	Commissioner responsible for Health (Administration), Social Security (Administration), Fire Services
Miss Marie Christiane Agathe	Commissioner responsible for Women's Affairs, Child Development, Family Welfare, Consumer Protection/Price Fixing
Mr Jean Alain Wong So	Commissioner responsible for Tourism, Employment, Labour and Industrial Relations, Information Technology & Telecommunications
Mr Joseph Varok Ravina	Commissioner responsible for Youth & Sports, Arts and Culture, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings, Library Services

/UNREVISED/

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Mr Chairperson - Leopold, Mr Joseph Christian

Deputy Chairperson - Tolbize, Mr Justar

Clerk - Legentil, Miss Marie Lyndia Yannick

Serjeant-at-Arms - Larose, Mr Georges Harold Banwell

/UNREVISED/

RODRIGUES

Fifth Regional Assembly

Debate No. 03 of 2022

Sitting of Friday 29 April 2022

The Assembly met in the Assembly House, Port Mathurin, at 3.00 p.m.

The National Anthem was played

(Mr Chairperson in the Chair)

/UNREVISED/

Mr Chairperson: Yes, Chief Commissioner. We will give two minutes to the press for pictures.

MOTION

The Chief Commissioner (Mr J. Roussety, G.O.S.K.): Mr Chairperson, Sir, I beg to move the motion standing in my name, which reads as follows:

“This Assembly resolves that for the purposes of section 44(1) of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is approved the Draft Estimates of Recurrent Revenue, Recurrent Expenditure, Capital Revenue and Capital Expenditure for the Financial Year ending 30 June 2023.”

2. M. le président, j’ai l’honneur de présenter à cette auguste Assemblée le premier budget du présent gouvernement régional pour l’année financière 2022-2023. Le 27 février dernier, les Rodriguais et les Rodriguaises ont voté en faveur du changement politique et ont rejeté l’ancienne équipe. Ils ont placé leur confiance dans l’équipe de l’Alliance Libération et ont choisi la rupture : ce qui est un désaveu majeur par rapport à l’approche et la manière de faire de l’ancienne équipe. Les Rodriguais et les Rodriguaises sont maintenant soulagés d’avoir recadré la direction à la tête de Rodrigues.
3. On se souviendra du budget que j’avais présenté à cette auguste Assemblée dix ans de cela et qui avait pour thème : « *On the Path of Decade 2010-2020 : Empowering Local Regions and Institutionalising Physical Development Planning* ». Un budget qui s’inscrivait dans un contexte plus ou moins similaire au budget actuel, à savoir une pandémie qui avait touché l’Amérique Latine, couplé au coût des produits pétroliers qui avait augmenté entraînant ainsi une hausse des prix et une baisse des arrivées touristiques à Rodrigues. Dès lors, il était clair que nous entrions dans une nouvelle ère – une ère difficile tant sur le plan social qu’économique. On observait déjà des indicateurs économiques préoccupants, mais je considérais que nous ne devions pas voir notre situation comme une crise. Ce budget d’alors s’inscrivait comme faisant partie d’un cheminement, voire une fondation sur laquelle nous allions construire une voie budgétaire positive tournée vers la croissance et la stabilité économique à long terme.
4. Avec un optimisme prudent, nous avons élaboré les mesures et actions phares quant à l’atteinte de nos objectifs prioritaires et nous étions confiants qu’avec de la discipline

/UNREVISED/

et la planification, qui ont toujours dicté nos actions, nous serions capables de relever les défis.

5. M. le président, le peuple de Rodrigues a voulu un changement. En février dernier, le choix du peuple de Rodrigues a été sans équivoque pour confier la gestion des affaires et le devenir de Rodrigues entre les mains de cette nouvelle équipe de l'Alliance Libération sous ma responsabilité en tant que Chef commissaire. Une élection faite de nombreuses premières fois et d'histoires qui a donné une victoire avec 51% des votes de la population à L'Alliance Libération pour être l'équipe dirigeante.
6. M. le président, la route vers une île Rodrigues redynamisée sera longue et escarpée. Il nous convient d'admettre que nous n'atteindrons peut-être pas notre but en un an ou même en un mandat, mais animés et motivés par ce grand espoir placé en nous, nous sommes convaincus qu'ensemble, nous viserons un niveau de vie adéquat et un environnement où il fait bon vivre et travailler à Rodrigues.
7. Nombreux sont ceux qui ne seront pas d'accord avec chaque décision que je prendrai en tant que Chef commissaire ou Commissaire. Nous sommes également conscients que le gouvernement régional ne pourra résoudre tous les problèmes. Cependant, nous nous attèlerons à affronter les défis et donner le meilleur de nous-mêmes pour rendre la vie meilleure à Rodrigues.
8. M. le président, au moment où je m'adresse à vous, la situation est critique au niveau mondial et notre île Rodrigues, aussi petite et éloignée soit-elle, n'en sera pas épargnée.
9. Permettez-moi de faire un appel à la population – quel que soit l'appartenance politique, l'âge, le statut entre autres – de mettre de côté nos différences, et de nous engager dans le même élan pour travailler ensemble pour notre peuple afin de remettre notre île sur la voie du développement durable. Nous devons nous préparer à faire face à cet avenir instable, dicté par la conjoncture internationale, qui se dessine.
10. M. le président, la nouvelle vision de ce présent gouvernement régional se traduira d'abord par l'application du plan quinquennal de développement. Inspiré de ce même plan, nous présentons aujourd'hui ce budget qui se traduit comme un programme de travail qui résulte de premiers échanges avec les partenaires sociaux et économiques ainsi que la société civile.
11. Ce programme de travail jettera les bases pour instaurer la croissance économique, lutter contre le chômage et offrir de vraies opportunités à toutes et à tous. Nous allons

/UNREVISED/

tout mettre en œuvre pour avoir une population mieux formée et plus apte à saisir les opportunités qui s'offrent à elle, sur un marché de l'emploi qui se transforme rapidement.

12. M. le président, conscient des attentes placées en nous dans ce présent budget, nous allons œuvrer pour la création d'une économie interne solide et dynamique. Nous allons également satisfaire les besoins de chaque citoyen pour un accès à l'eau d'une façon régulière, un droit au foncier et de logement digne, un système d'éducation et de formation qui réponde aux aspirations d'un peuple en marche vers la modernisation et des opportunités d'emplois durables.
13. Le point central de nos actions est la mobilisation de toutes les ressources nécessaires afin de soulager les difficultés de notre population, de nos agriculteurs, nos pêcheurs et de nos petites et moyennes entreprises.
14. Guidé par cet objectif, le budget de cette année financière sera axé sur les thèmes suivants :
 - Un recadrage « macroéconomique » local visant à assurer une redynamisation du circuit économique et monétaire local – notamment avec une réorientation ciblée de la demande intérieure globale de l'île vers la production locale pour essayer de diminuer les importations.
 - Une réorientation du côté de l'offre visant à favoriser la production intérieure notamment avec la professionnalisation réelle et effective des producteurs agricoles, des fermiers et des pêcheurs mais aussi à travers la réorientation de certains travaux publics au profit des contracteurs locaux.
 - Un retour vers les concepts sacrés de développement durable avec la réactualisation et la relance du SIDPR, abandonné depuis 2012, et la mise en place du Plan d'Aménagement du Territoire. Ces derniers constitueront les outils qui guideront toutes les interventions publiques et privées dans l'île.
 - La relance des programmes de réformes dans le secteur de l'eau avec l'élaboration immédiate d'un *Master Plan* qui comprendra l'identification des développements infrastructurels et les réformes institutionnelles à exécuter pour résoudre le problème d'eau à horizon 2030 en collaboration avec nos partenaires nationaux et internationaux.

/UNREVISED/

- Des premières mesures visant à redonner espoir et l'ouverture à notre jeunesse ambitieuse avec des plans d'aides à la mobilité et à la découverte visant à leur donner une plus grande ouverture personnelle et professionnelle sur Maurice et sur le monde. *Rodrigues est notre maison, le monde entier est notre environnement professionnel !*
 - Un ambitieux projet de *Airport Town* qui vise à créer une zone commerciale à proximité de l'aéroport de Plaine Corail et qui reprend le concept d'île *Duty-Free*.
 - La concrétisation du démarrage des travaux d'agrandissement de l'aéroport avec l'appui du Gouvernement Central.
 - Un ciblage anti-pollution visant les entreprises et les individus, qui du fait de leur production ou leurs activités commerciales, provoquent des externalités négatives et néfastes à l'environnement de notre île. ***Stop aux bouteilles en plastique et canettes qui atterrissent dans la nature !***
15. M. le président, le 18 mars dernier, nous avons présenté au peuple un programme quinquennal ambitieux pour les cinq ans à venir. Ce plan, choisi par le peuple lorsqu'on a été élu en février dernier, entend répondre aux aspirations des Rodriguais et des Rodriguaises.
16. Toutefois, M. le président, permettez-moi de faire un rappel de l'état des affaires que nous avons hérité de l'équipe sortante.
17. M. le président, nous avons pris connaissance de l'état des projets et des finances léguées par l'équipe dirigeante sortante. Je demanderai au peuple de juger : sur un budget de Rs 865 M alloué au gouvernement régional d'alors, des contrats dépassant ce montant ont été alloués ; des paiements pour des projets entamés depuis 2012 sont encore d'actualité. Je mentionne ici les projets tels que la construction du stade de Roche Bon Dieu, l'école communautaire de Baie Malgache, la construction de plusieurs routes ou encore des *track roads*.
18. M. le président, tous ces projets ont accumulé des retards immenses qui se comptent en années. Nous nous retrouvons avec des contrats alloués pour des projets irréfléchis, mal ficelés qui ne profitent pas à toute la communauté.
19. Nous sommes aujourd'hui dans une situation où c'est à mon gouvernement régional de payer les frais pour les erreurs et les frasques commises par des personnes qui n'avaient

pas à cœur le bien-être de la population. Pour le projet d'une unité d'extraction d'huile essentielle de limons à Gravières, qui est à ce jour non-opérationnelle, nous nous retrouvons avec une ardoise de **Rs 28 M** à payer à un fournisseur italien pour des équipements déjà commandés et dont la provision budgétaire pour ce paiement est introuvable ! Les fonds devaient provenir d'une source de financement (loan) désormais incertaine !

20. M. le président, animés de bonne volonté en vue d'honorer la confiance placée en notre équipe par la population, nous ferons de notre mieux pour lui donner satisfaction, malgré le peu de marge de manœuvre qui nous restera dans le budget après avoir réglé les dettes sur les projets retardataires du gouvernement régional sortant.

LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

La Situation Économique Mondiale

21. M. le président, le monde fait face à une croissance économique stagnante depuis plus de deux ans avec la pandémie de la COVID-19. La présente crise provoquée par la guerre en Ukraine survient alors que l'économie mondiale ne s'est pas encore totalement remise de la pandémie. Avant même l'invasion de l'Ukraine, des déséquilibres entre l'offre et la demande ainsi que l'aide apportée par les pouvoirs publics pendant la pandémie avaient accéléré l'inflation dans de nombreux pays. Ce qui avait entraîné un resserrement de la politique monétaire. Les dernières mesures de confinement prises en Chine pourraient provoquer de nouvelles ruptures dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.
22. Dans ce contexte, au-delà de ses conséquences humanitaires tragiques, la guerre va ralentir la croissance économique globale et accentuer l'inflation. Par rapport aux estimations de janvier 2022, le Fonds Monétaire International a revu à la baisse les prévisions de la croissance mondiale, désormais de l'ordre de 3,6% pour 2022 et 2023.
23. M. le président, cette situation mondiale affecte grandement l'avenir de notre île et il est de notre devoir de réagir au plus vite. Nous connaissons des bouleversements économiques sans précédent avec des augmentations de prix généralisées, ce qui accentue le problème de la cherté de la vie. Le poids des augmentations de prix pèse lourd sur les familles, les enfants, les familles monoparentales et les personnes âgées - tous économiquement vulnérables. Nous essaierons d'apporter notre aide avec diverses

mesures. Plus que jamais le slogan « *produire saki ou manger, mange saki ou produire* » est d'actualité.

Le Contexte Économique sur le plan local et national

24. M. le président, après la forte récession de 2020, l'économie mauricienne a connu une lente reprise en 2021 et une croissance d'environ 6% est prévue cette année, ce qui ne nous ramène pas au niveau de 2019.
25. Cette reprise sera cependant confrontée à des risques majeurs si la dégradation de la situation internationale continue de peser ou si Maurice ne parvient pas à lever les obstacles structurels qui entravent l'investissement et la compétitivité des secteurs importants comme le tourisme. Sur le plan local, des défis majeurs se présentent à Rodrigues après la réouverture des frontières post-COVID et le recul des secteurs traditionnels comme l'agriculture et l'élevage sous un précédent gouvernement régional laxiste, essoufflé et sans imagination.
26. M. le président, les conséquences de la guerre Russie-Ukraine sont venues s'ajouter à la longue liste de tâches à laquelle nous devons nous atteler. L'impact de l'inflation se fait de plus en plus ressentir sur les produits alimentaires de base tels que l'huile et la farine. Nous devons également affronter une flambée des prix du fioul et du gaz ménager, ces produits nécessaires dans nos activités au quotidien.
27. M. le président, malgré la situation économique actuelle mondiale qui nous affecte au niveau national et régional, nous sommes confiants qu'avec l'aide de la population, nous réussirons à mettre en œuvre des plans d'action pour faire redécoller l'économie de notre île.
28. M. le président, l'île Rodrigues a connu environ une décennie de stagnation économique. Cette situation s'est accentuée avec l'actuelle flambée des prix dans le monde. Nous sommes conscients que beaucoup d'entreprises auront besoin de temps pour se relever.
29. Cette pandémie et cette situation de crise économique nous rappellent les dangers d'une dépendance démesurée à l'égard des fonds publics et des importations. Elles nous invitent également à faire face à une dure réalité et à nous rendre compte de

l'importance de protéger nos ressources naturelles pour une exploitation durable qui nous permettrait de diversifier, de stabiliser et de renforcer notre économie.

30. M. le président, nous comptons faire face à cette situation de crise et déployer tous les moyens nécessaires. Nous voulons construire une fondation solide pour un vrai changement économique et social dans lequel chaque Rodriguais et chaque Rodriguaise pourra trouver sa condition de vie améliorée.

L'EAU : REENGAGER LES REFORMES

31. M. le président, de 2006 à 2011, de nombreux projets avaient été mis en chantier visant à atténuer le manque d'eau qui perdure à Rodrigues. Parmi ces projets courageux et prometteurs dans le secteur de l'eau, nous avons mis sur pied la Rodrigues *Water Company Ltd*, qui était à l'époque responsable de la gestion de l'eau dans la région Sud. Beaucoup de techniciens et de consommateurs regrettent la mise à mort en 2012 de la compagnie.
32. Nous n'allons pas revenir sur les actions du gouvernement sortant qui ont contribué à accentuer le problème d'eau à Rodrigues. Cependant, si les recommandations des rapports faits à l'époque avaient été appliquées – plus particulièrement les mesures préconisées dans le rapport « *Sécurisation de l'alimentation en eau de Rodrigues* » (Chéné, 2010) financé par l'Agence Française de Développement (AFD) en 2010, nous aurions connu de nettes améliorations. Ce rapport préconisait entre autres, la construction d'une unité de dessalement de 7,000 mètres cubes/jour et parle de, je cite :

« La création récente de la 'Rodrigues Water Company' sous l'égide de la 'Commission for Water Resources', émanation directe de l'Assemblée Régionale de Rodrigues, est un premier pas qu'il convient d'encourager et d'appuyer ».

Fin de citation.

33. M. le président, au cours de ces dix dernières années, pas moins de Rs 1 milliard au total a été injecté dans ce secteur à travers le budget alloué directement pour les dépenses d'investissement et courantes. En plus de ce montant, Rodrigues a également bénéficié d'une subvention à hauteur de Rs 120 M de l'Union Européenne pour la période 2015-2020 dans le but de promouvoir l'accès à l'eau potable.

/UNREVISED/

34. M. le président, autant de ressources financières investies mais le problème demeure entier, voire s'aggrave d'année en année. Au lieu de suivre ce que les experts ont préconisé, le gouvernement sortant, à leur arrivée aux affaires en 2012, s'est engagé dans la construction de quatre unités de dessalement éparpillés dans l'île, ce qui a conduit à des coûts de construction et d'opération nettement plus élevés. Le dessalement sous ces anciens dirigeants est un fiasco technique et un gouffre financier. Je les invite à venir enterrer leurs unités de dessalement se trouvant à Anse aux Anglais et à Anse Goëland, on ne sait pas quoi en faire – ce sont aujourd'hui des tas de ferraille – du gaspillage des fonds publics. Nous avons des problèmes majeurs sur les unités de Pointe Cotton et de Caverne Bouteille. Voilà le résultat !
35. Il est malheureux de constater qu'aujourd'hui nous devons tout reprendre à zéro, alors que nous étions déjà bien lancés dans notre objectif de résoudre le problème d'eau une fois pour toute à Rodrigues.
36. M. le président, nous sommes résolus à déployer tous les moyens possibles – financiers, personnels et logistiques – en ligne avec une vision et une stratégie claire que nous avons pour le secteur de l'eau.
37. Nous avons déjà mis sur pied un *High Powered Committee* – sous ma responsabilité – comprenant des acteurs de tous les secteurs. Ce comité sera responsable de définir les grandes orientations concernant le développement et la résolution du problème de l'eau.
38. M. le président, il nous faut un plan clair et précis qui définit la stratégie à adopter ainsi que les moyens à déployer pour aboutir à notre vision de fournir une eau de qualité à la population sur une base journalière d'ici 2032. Un plan qui déclinera les actions à court, moyen et long terme.
39. Notre première action phare, en ligne avec notre politique de promouvoir une gestion intégrée et durable de nos ressources en eau sera d'élaborer un Plan pour l'Eau – la *Rodrigues Water Infrastructural and Physical Development Plan* – un *Master Plan* pour le développement de l'eau dans l'île. Nous ne voulons pas commettre les mêmes erreurs avec des politiques non intégrées, mal planifiées et irréfléchies. Nous voulons une approche intégrée qui prendra en compte tous les aspects du secteur de l'eau, y compris l'impact du changement climatique.
40. M. le président, nous avons dépoussiéré un précieux document laissé au fond des tiroirs depuis 2012. Il s'agit du rapport du Professeur Krhoda intitulé « *Comprehensive Water*

Resource Development Plan with Emphasis on Climate Change Adaptation and of Action Plan ». Une lecture de Krhoda (2012) (le document date de 2012) dont l'existence n'est probablement pas connue du Commissaire des Ressources en Eau de l'époque, est recommandée à tous ceux qui veulent comprendre le problème et les solutions à y apporter.

41. Nous allons incessamment démarrer les consultations d'envergure où la population sera appelée à faire des propositions quant au développement à entreprendre pour mettre un terme à ce problème hélas caractéristique de notre société.
42. M. le président, nous avons déjà réfléchi et élaboré un programme de réforme institutionnelle au niveau de nos services d'administration, de production et de distribution. De plus, nous envisageons de créer d'autres branches institutionnelles dans l'optique d'améliorer ces services.
43. M. le président, nous ne voulons pas commettre les mêmes erreurs du passé et tout investir dans les unités de dessalement qui comme chacun le sait, est un échec plus que flagrant.
44. M. le président, au cours de l'année financière 2022-2023, nous allons investir dans la *Rodrigues Public Utilities Corporation Ltd* afin de recruter du personnel nécessaire qui aura la responsabilité de gérer les unités de dessalement et d'assurer leur bonne marche. Nous sélectionnerons et enverrons des techniciens qualifiés à l'étranger pour des formations spécialisées dans l'opération et la gestion des machines du dessalement.
45. Les questions qui doivent être adressées par le *Master Plan* sont les suivantes :
 - De quelles infrastructures de captage et de stockage d'eau prenant en compte les caractéristiques climatiques, topographiques et hydrogéologiques de Rodrigues avons-nous besoin ?
 - Quelle priorité accorder aux différentes sources de production d'eau dans l'île : eaux de surface, eau souterraine, dessalement et captage des eaux de pluie ?
 - Comment affronter la période sèche durant l'année et quelle capacité de dessalement avons-nous besoin ?
 - De quels types de réseaux de transit et de distribution avons-nous besoin ?

/UNREVISED/

- Quelles sont les infrastructures à mettre en place pour avoir de l'eau potable dans les robinets ?
 - De quelles structures institutionnelles et légales avons-nous besoin pour réformer le secteur et assurer une gestion efficace tournée vers le service au consommateur ?
46. M. le président, chose promise chose due : au cours de la prochaine année financière, une dotation de plus de **Rs 20 M** sera allouée pour faciliter l'accès des familles à un bassin pour améliorer leur capacité de stockage.
47. M. le président, concernant le volet de l'assainissement, c'est-à-dire le traitement des eaux usées, nous initions une étude de faisabilité et la conception préliminaire d'un système d'assainissement à Port Mathurin pour débiter. Nous étendrons cette même étude par la suite à d'autres régions de l'île.

CONTINUER SUR LE CHEMIN DU DEVELOPPEMENT DURABLE

48. M. le président, lors de la présentation de notre plan quinquennal en mars dernier (**Discours Programme**), nous avons mis l'accent sur la place stratégique qu'occupent les *Sustainable Development Goals* (SDGs) définis et adoptés par les Nations Unies en 2015 dans le cadre de l'Agenda 2030, dans toute notre politique de développement.
49. De ce fait, nous veillerons à ce que les concepts du SDG no.15, portant sur la préservation et la restauration des écosystèmes et de la biodiversité, soient intégrés dans les mécanismes de développement.

La mise à jour du *Sustainable Integrated Development Plan for Rodrigues* (SIDPR) et la démocratie participative

50. M. le président, étant un gouvernement régional responsable, nous ne consentons pas à nous engager sur la voie du développement intégré et durable sans un plan solide pour nous guider.
51. A cet effet, nous comptons démarrer dès la semaine prochaine les différentes consultations ainsi que le lancement officiel de l'exercice pour la réactualisation du Plan de Développement Durable et Intégré de Rodrigues – un plan datant de 2009 qui

avait été lancé par le gouvernement régional d'alors toujours sous mon leadership en tant que Chef Commissaire. Dans la même foulée, deux autres plans importants de notre stratégie de développement seront également mis à jour, à savoir, le Plan Directeur pour le Tourisme ainsi que le plan de Gestion et l'Aménagement du Territoire. Ces plans deviendront des outils de planification pour le développement intégré et soutenu de Rodrigues.

L'Environnement, la Biodiversité et le Changement Climatique

52. M. le président, nombreux ont été les discours prononcés dans cette présente Assemblée par rapport à la place importante qu'occupe l'environnement dans les actions et politiques de développement.
53. Toutefois, d'année en année, nous assistons à une dégradation sans précédent de notre environnement qui constitue pourtant l'un de nos atouts majeurs et qui fait également le charme de notre île. Les dégâts que nous constatons sont certes liés au changement climatique auquel nul ne pourrait échapper. Cependant, une bonne partie de ces dégâts ont été causés par des actions humaines comme des constructions non contrôlées.
54. M. le président, l'écologie est le cheval de bataille de ce présent gouvernement régional. Nous nous attèlerons, avec les moyens dont nous disposons, à relever autant que possible aux défis auxquels nous serons confrontés. C'est pour cela nous envisageons de venir de l'avant avec des règlements stricts, en particulier dans les domaines de la construction, de l'élevage et de l'aménagement du territoire.
55. En effet, comme annoncé dans le discours quinquennal, nous allons nous assurer que la notion de protection de l'environnement, de la biodiversité et du changement climatique soit une partie incontournable des politiques de construction afin de nous assurer que Rodrigues emprunte effectivement la trajectoire du développement durable et compatible avec l'objectif de long terme d'atténuation du changement climatique.
56. M. le président, la protection de notre environnement et de notre biodiversité ne peut attendre. Nous ne pouvons différer les mesures urgentes à prendre pour lutter contre le réchauffement climatique et la destruction de la nature qui menacent la santé humaine.
57. Dans cette optique, nous recruterons sous peu environ 150 jeunes sur une période définie pour mener des campagnes de sensibilisation au niveau des différentes instances

/UNREVISED/

de la communauté, ceci dans le but de mieux sensibiliser notre population à l'éco-responsabilité et créer une nouvelle culture environnementale.

58. En vue d'assurer un environnement sain et de lutter contre le changement climatique, au cours de la prochaine année financière, mon gouvernement régional compte :
- Garantir un service efficace de ramassage des déchets à travers l'île en s'assurant que plus de régions soient desservies, notamment les endroits enclavés ou moins accessibles ;
 - Instaurer une politique d'économie circulaire dans toutes les activités ainsi que dans les politiques publiques en lien avec le concept que « **Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme** ».
59. M. le président, nous allons innover le programme de gestion et de valorisation des déchets. Ainsi, nous mettrons en place un mécanisme de consigne sur la collecte et le retour des bouteilles en plastique et cannettes en lien avec notre vision de promouvoir le concept d'économie circulaire. Par ailleurs, des consultations seront entreprises et conduiront à l'introduction de règlements appropriés pour encadrer ces mesures.
60. L'état du dépotoir de Roche Bon Dieu est le résultat flagrant d'une mauvaise politique de gestion des déchets qui perdure depuis bien trop longtemps. Au cours de la prochaine année financière, nous allons déployer tous les moyens possibles pour remédier à ce problème persistant. Ainsi, nous avons déjà identifié un nouveau site à Roche Bon Dieu - non pas pour y enfouir ou laisser les déchets à l'abandon comme cela a été le cas jusqu'à présent - mais pour que les déchets, au préalable triés, y soient conduits pour y être recyclés, compactés et revendus - et ainsi valorisés.
61. M. le président, pour mener à bien ces actions au cours de la prochaine année financière, un budget de plus de **Rs 30 M** est prévu à cet effet.

Les Bois et Forêts et les Espaces Protégés

62. Le secteur des bois et forêts ainsi que les aires protégées terrestres et marines sont confrontés à des mutations nombreuses et brutales et font face à des défis majeurs tels que les crises sanitaires, le changement climatique et l'incertitude quant à la pérennité des activités.

63. Ainsi, au cours de la prochaine année financière, nous allons :

- Démarrer un vaste programme d'éradication et de contrôle de *l'Acacia Nilotica* (*piquant loulou*) sur une superficie d'environ 200 hectares de terrains. Nous allons lancer des appels d'offres au niveau des communautés afin de leur donner la possibilité d'obtenir une rémunération pour ce travail. Ces terrains seront ensuite alloués aux personnes intéressées ayant un projet agricole viable ou même à la communauté pour des projets de forêts communautaires ;
- Étendre et renforcer les projets d'agroforesterie en étroite collaboration avec les techniciens des services agricoles dans l'optique de restaurer des forêts sur 1,000 hectares de terres ;
- Développer des accords avec les communautés et les pépinières privées pour la production de plantules de plantes médicinales, d'arbres fruitiers, d'arbres décoratifs et de fleurs qui donneront de la valeur aux communautés ;
- Éradiquer les espèces envahissantes telles que l'eucalyptus dans les bassins versants et aux abords des rivières ;
- Initier des mesures concrètes quant à la réalisation du projet de Jardin Botanique de Mourouk ;
- Collaborer avec les agences internationales et autres experts pour la consolidation de nos aires protégées terrestres ;
- Acquérir un bateau de surveillance moderne pour la zone SEMPA ;
- Installer des balises d'amarrage pour les bateaux de pêche dans les zones de Rivière Coco, Petite Butte et Gravier afin d'éviter d'endommager l'environnement sous-marin avec les ancrages des bateaux.

64. M. le président, deux projets importants seront relancés cette année dans ce domaine. Le premier concerne la *Golden Bat Sanctuary* à Fond Accacia/L'Union qui avait débuté sous mon premier mandat de Chef Commissaire. L'idée est de créer un espace de conservation et d'observation pour les chauve-souris *Golden Bat* et autres espèces endémiques à Rodrigues. Il s'agit également de préserver et de restaurer la faune et la flore du bassin versant mais aussi de viser la conservation et la production d'eau. Le deuxième concerne le Jardin Botanique de Mourouk que nous voulons compléter et

ouvrir au public. Les implications en termes de conservation et d'attraction touristique sont énormes. Pour redémarrer ces projets, mon gouvernement prévoit une somme de **Rs 4 M**.

65. M. le président, mon gouvernement régional mettra tout en œuvre afin de favoriser une utilisation durable de nos ressources naturelles. A cet effet, une provision de plus de **Rs 10 M** sera allouée au cours de l'année financière 2022-2023.

La Terre et la Gestion du Territoire

66. M. le président, avec une surface de terre d'environ 108 km² et une population avoisinant les 44,000 personnes, l'île Rodrigues, comme bon nombre de territoires insulaires, dispose d'espaces limités pour satisfaire tous les besoins de développement.
67. En effet, les évolutions socio-économiques et démographiques exercent une forte pression sur notre foncier. Par ailleurs, il y a des régions de l'île où, pour des raisons de protection de l'environnement, ne nous permet pas d'entamer des constructions.
68. Un de nos plus grands défis est de trouver le juste équilibre entre le développement et la préservation de nos terres dans un cadre juridique actualisé et pertinent.
69. Ainsi, un des premiers dossiers sur lequel nous nous sommes penchés dès notre prise de fonction est l'allocation et les demandes en attente de baux. M. le président, force est de constater que nous atteignons la limite en termes de terres disponibles pour les résidences et les autres usages. Au Bureau du Cadastre, les techniciens peinent à trouver de nouveaux sites pour les morcellements résidentiels et bien évidemment, nous ne pouvons sacrifier davantage de sites ayant une valeur écologique ou forestière pour donner plus de terrains à bail.
70. M. le président, nous avons pris note que pour la période 2010 à 2021, il y aurait plus de 5,000 demandes de baux résidentiels (*backlog*), industriels et commerciaux en attente. Nous avons également observé que près de la moitié des bénéficiaires sélectionnés ne répondent pas aux lettres du Bureau du Cadastre pour commencer les procédures pour leur bail résidentiel tandis que d'autres ne viennent pas payer les montants dus.
71. M. le président, pour la prochaine année financière, nous allons mettre en œuvre tous les moyens afin de résorber ces demandes de baux en attente. Nous allons introduire un

/UNREVISED/

meilleur système d'évaluation pour la sélection des bénéficiaires de terrains résidentiels basés sur le mérite et la situation du demandeur.

72. Nous ne pouvons plus continuer à donner des baux sans aucune planification ou politique claire en ce qu'il s'agit de l'aménagement du territoire. Si nous voulons préserver notre patrimoine, protéger nos nappes phréatiques, nos rivières et nos forêts, il faut freiner cette pratique de '*donne bail partout*' comme cela a été le cas ces dix dernières années. Aujourd'hui, nous nous retrouvons dans un contexte où nous payons le prix fort d'une pratique qui entraîne de nombreuses conséquences comme l'érosion à de nombreux endroits, des risques de glissements de terrain, la pollution de nos cours d'eau ou encore la déforestation.
73. M. le président, mon gouvernement régional prône une utilisation optimale de nos terres tout en garantissant un développement socioéconomique et urbain planifié. Prenant en compte les limites physiques sur le nombre de baux à **donner**, nous allons mettre en place les actions et stratégies suivantes :
- Revoir les conditions d'éligibilité pour l'obtention d'un bail et assouplir les procédures ;
 - Démarrer les procédures pour la mise en œuvre du *Land Administration and Management System* (LAMS) pour faciliter les procédures de demande de baux fonciers de l'État ;
 - Définir une procédure spécifique pour les *Hardship cases* ;
 - Mettre en place un cadre juridique pour l'aménagement du territoire à Rodrigues dans le but d'établir des règlements pour le contrôle des constructions entre autres ;
 - Revoir la catégorisation des baux commerciaux afin de permettre un climat plus favorable des affaires. Nous n'allons plus restreindre le type d'activité spécifique sur un bail commercial. Ceci permettra au détenteur du bail de pouvoir s'adonner à une autre activité économique ou diversifier son activité sans avoir à revenir vers le Bureau du Cadastre pour un *change of purpose* ;
 - Privilégier l'attribution de baux dans des morcellements aménagés de services essentiels plutôt que l'allocation de lots de terres qui prennent beaucoup de temps et qui affectent négativement l'environnement ;

/UNREVISED/

- Revoir les procédures et conditions des baux afin de permettre le transfert des maisons construites sur un bail résidentiel sous des critères spécifiques ;
- Encourager davantage le droit de surélévation pour palier le problème de manque de terre pour les besoins résidentiels.

74. M. le président, beaucoup de terrains résidentiels se retrouvent « *in limbo* » en cas de décès ou de mobilité nationale/internationale des détenteurs. Nous allons faciliter les autorisations de transfert de baux résidentiels pour les demandeurs éligibles. Cela facilitera la gestion des propriétés des familles mais créera également une offre plus élargie pour la location des maisons pour ceux qui ne veulent pas construire vu le prix des matériaux. Cela augmentera aussi la valeur de nos maisons et propriétés résidentielles dans lesquelles nous investissons beaucoup d'argent. Il est nécessaire de permettre aux Rodriguais de pouvoir vendre ou acheter une propriété résidentielle plus facilement.

Les Energies Renouvelables : Encourager la Transition Energétique

75. M. le président, l'île Rodrigues dispose d'un gisement potentiel en sources d'énergies renouvelables considérable encore sous-exploité.
76. Dans un contexte où nous faisons face continuellement aux imprévus liés au changement climatique ainsi qu'au coût de la vie chère, il nous faut impérativement repenser notre modèle énergétique. Ainsi, une transition énergétique permettra à Rodrigues de réduire sa dépendance vis-à-vis des énergies fossiles importées pour la production de l'électricité et le secteur des transports. Cela aidera à lutter contre le coût élevé de l'approvisionnement en combustibles qui pénalise le développement économique de l'île.
77. M. le président, nous poursuivrons cette collaboration avec l'Agence Française de Développement (AFD) et la *Central Electricity Board* (CEB) pour la définition d'une stratégie énergétique de long terme afin d'atteindre un mix énergétique basé à 100% sur les énergies renouvelables d'ici 2050.
78. Pour atteindre nos objectifs énergétiques à long terme, au cours de la prochaine année financière, nous comptons :

/UNREVISED/

- Organiser des consultations d'envergure avec des partenaires clés pour développer une feuille de route pour un modèle énergétique techniquement faisable et économiquement viable compatible avec le SDG no. 7. Nous souhaitons faire de Rodrigues un réel laboratoire en matière de technologies renouvelables ;
- Promouvoir des plans d'aides afin d'inciter les ménages et les petites et moyennes entreprises à utiliser des technologies renouvelables moins énergivores ;
- Equiper les bâtiments publics de panneaux solaires pour une diminution du coût de l'électricité ;
- Organiser un Forum des énergies renouvelables à Rodrigues en collaboration avec les partenaires concernés ;
- Installer des lampes solaires sur les routes et les endroits publics de l'île.

Le Développement Communautaire

79. M. le président, l'histoire culturelle, sociale et économique de Rodrigues a été grandement façonnée par le rôle de la communauté. Le développement communautaire contribue énormément à la stabilité sociale et offre des possibilités aux citoyens d'avoir une vie plus productive. Notre devise est de travailler **avec la population et pour la population**. Nous croyons que la vraie force de Rodrigues réside dans sa population – une population qui est appelée à prendre part au processus de développement de son île.
80. Ainsi, nous croyons que la responsabilisation effective d'une population et sa participation active dans la stratégie de développement d'un pays constitue l'essence même des conditions incontournables pour accroître les chances de succès. En effet, le développement durable et intégré ne peut ni s'administrer, ni s'imposer tout simplement parce qu'on ne développe pas mais on se développe.
81. M. le président, en vue de donner à nos concitoyens plus de pouvoir de participation dans le processus de développement de leurs villages et régions, mon gouvernement régional compte créer de nouveaux partenariats avec différents acteurs locaux afin d'embellir les villages et maintenir, voire améliorer les infrastructures existantes dans

l'ultime but d'améliorer l'environnement de Rodrigues. Ainsi, mon gouvernement régional compte mettre en place des Conseils Régionaux, au niveau de chacune des six régions électorales de Rodrigues. Le Conseil Régional – qui sera avant tout une instance volontaire – servira de fenêtre d'opportunité pour développer, voire renforcer le rôle de la communauté locale en tant qu'acteur clé entre la société civile, d'une part, et les organes de décision, d'autre part.

82. Pour renforcer la participation communautaire, ce présent gouvernement régional compte :
- Revoir le système de construction des centres communautaires avec l'implication des communautés ;
 - Revoir les exercices d'appels d'offres dans le cadre du *School Feeding Programme*. Toujours dans le but de valoriser les Rodriguais et dynamiser la communauté, mon gouvernement régional va allouer des contrats communautaires pour le programme. Ainsi, les entrepreneurs, les planteurs, les éleveurs, les pêcheurs et autres acteurs économiques au niveau de chaque région pourront bénéficier de ce projet.
83. M. le président, depuis de nombreuses années, nous notons un manque d'activités au sein des différentes communautés. Cela engendre une certaine léthargie et une absence d'énergie au sein de ces dernières. Certes, avec la COVID-19 les évènements regroupant une foule de personnes doivent être considérés avec toutes les précautions et mesures de sécurité possibles. Toutefois, une population doit avoir accès à des moyens de distractions.
84. M. le président, nous comptons ramener ce dynamisme et revitaliser nos communautés. J'ai l'immense plaisir d'annoncer que nous allons organiser une série d'évènements au niveau des régions et villages sur une base régulière. Des évènements du type *Rodrigues by Night* seront organisés par région au moins une fois par mois. Ces évènements donneront un nouveau souffle à l'économie de notre île en offrant des opportunités d'affaires aux commerces, entrepreneurs et les artistes locaux.

Les Infrastructures Publiques et l'Amélioration au niveau des Régions et Villages

85. M. le président, comme annoncé dans notre 'Discours Programme 2022-2027', la vision de ce gouvernement régional durant ce mandat est d'offrir à la population des infrastructures de qualité et conformes aux normes afin d'assurer un mode de vie agréable pour toute la population et promouvoir les échanges économiques.
86. Il est indéniable que les infrastructures jouent un rôle fondamental dans chacune des trois dimensions du développement durable : l'économie, l'environnement et la société. En effet, les infrastructures fournissent les services qui permettent à la société de fonctionner et à l'économie de prospérer.
87. A cet égard, mon gouvernement régional s'engage à investir dans des projets ayant pour objectif, entre autres, une amélioration d'accès aux infrastructures et services de base dans tous les régions et villages.
88. Au cours de la prochaine année financière, en termes d'infrastructures routières et de transport, nous allons :
- Abolir les règlements sur l'importation des véhicules de Maurice afin que chaque Rodriguais puisse s'offrir un véhicule selon ses moyens tout en satisfaisant les critères techniques qui seront mis en place ;
 - Poursuivre et compléter les projets de construction de routes en cours telles que celles de Montagne Cabris – St François, Rivière Coco – Songes mais aussi d'autres routes secondaires ou en remplacement des *track roads* comme Baie du Nord – Anse Nicolas, Vangar – Terre Rouge, Maréchal – Citron – La Ferme entre autres.
 - Construire la route de Citron Donis à Tamarin afin d'améliorer la liaison routière du nord au sud de l'île ;
 - Revoir le fonctionnement des services de transports publics. Nous allons nous assurer qu'il y ait une extension d'horaire des transports publics les vendredis, les week-ends, les jours fériés, ou encore les jours où sont organisées des activités d'animation au niveau des régions ;
 - Poursuivre la construction des 30 km de *track roads* pour désenclaver les villages ;

/UNREVISED/

- Construire une trentaine d’abris bus à travers l’île ;
 - Construire un passage pour piétons et cyclistes allant de Baie Lascar à Anse aux Anglais pour assurer leur sécurité ;
 - Installer des lampadaires dans les endroits publics et sur les routes principales et remplacer ceux qui ne fonctionnent plus ;
 - Rénover des espaces de jeux dans les villages et les jardins publics.
89. M. le président, afin d’offrir de meilleures infrastructures au niveau des villages, nous mettrons en place une nouvelle politique en termes d’aménagement des morcellements. En effet, une fois des morcellements identifiés et avant d’allouer des lots pour la construction, nous voulons selon la disponibilité budgétaire, y construire des voies de circulation avec des drains et des services publics de base, à savoir la fourniture de l’électricité et le réseau d’eau.
90. Toujours dans l’optique de redynamiser les communautés et les villages, nous visons une décentralisation de nos services publics. Lors de notre dernier mandat, beaucoup se souviendront du succès qu’avaient eu les *Integrated Regional Offices* (IRO) au niveau de chaque région. Cette initiative a soulagé de nombreuses personnes et leur a permis d’avoir accès aux services publics d’une façon plus efficace.
91. M. le président, en ligne avec notre vision de mettre le citoyen au cœur de toute action et de ramener certains services de base au plus près de la population, nous allons remettre sur pied ces instances au cours de la prochaine année financière.
92. Dans le but d’assurer un programme continu de maintenance des drains, d’embellissement et d’élagage des branches entre autres au niveau des villages, nous allons faire appel aux groupes de travailleurs qui dans le passé avaient effectué un travail remarquable dans ce sens.
93. M. le président, beaucoup de visiteurs ne manquent pas de reconnaître la propreté de Rodrigues et nous devons pour cela reconnaître le bon travail que notre création, Rodclean Ltd, effectue chaque jour. J’ai le plaisir d’annoncer que nous allons reconnaître la contribution et les efforts des travailleurs de Rodclean Ltd en les confirmant officiellement dans leurs emplois. Nous allons aussi incessamment recruter une centaine de travailleurs manuels additionnels au sein de Rodclean Ltd pour remplacer ceux qui ont quitté la compagnie et pour mettre en place des équipes de

/UNREVISED/

maintenance des drains et des bordures de routes dans chaque région. Je prévois une somme de plus de **Rs 60 M** pour la collecte des ordures et le travail que Rodclean fait.

94. M. le président, un ambitieux Projet d'Aménagement et de Restauration des Côtes (PARC) nous tient à cœur. Nous voulons à terme construire une double voie pédestre et cyclable sur les routes côtières et sur certaines routes intérieures de l'île pour lutter contre l'érosion et la dégradation des côtes, promouvoir des activités de loisirs et de marche pour la population, assurer la sécurité des piétons et des vélos, mais aussi viser un tourisme écologique. Nous sommes au stage de conception du projet dans sa globalité mais débuterons une première phase pilote à Baie Malgache, qui englobera aussi la jetée qui s'y trouve, Région 4, une jetée abandonnée dans un état de décrépitude depuis le cyclone Gelena en 2019.

BOOSTER L'ECONOMIE, COMBATTRE LA HAUSSE DES PRIX

95. M. le président, le développement économique d'un pays dépend de la contribution de tous les acteurs de la société. Pour beaucoup, avoir un emploi ne garantit pas d'échapper aux péripéties auxquelles nous sommes confrontées au quotidien telles que la flambée des prix et les inégalités sociales.
96. La situation actuelle dans laquelle nous sommes à cause de la pandémie et la guerre Russie-Ukraine nous oblige à réorganiser nos politiques économiques et sociales dans tous les secteurs, afin que tout un chacun puisse bénéficier d'un niveau de vie décent. Nous connaissons aujourd'hui un soubresaut violent de notre histoire, en raison de la crise sanitaire mondiale que nous traversons ainsi que les effets de la guerre en Ukraine. Les perspectives demeurent difficiles. Autant de facteurs qui auront un impact considérable sur le monde économique avec devant nous une augmentation du chômage et la précarité économique et sociale caractérisée par l'explosion des prix des denrées de consommation courante et également des pénuries d'approvisionnement partout dans le monde.
97. L'heure n'est plus au *business as usual*. Le défi qui incombe à ce gouvernement régional est de diversifier les activités économiques de l'île, tout en renforçant les secteurs existants tels que le tourisme, l'agro-industrie, la pêche, l'entrepreneuriat mais aussi en exploitant les nouvelles perspectives qui se présentent à nous, comme le secteur

des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), le marché de l'immobilier, l'aquaculture entre autres.

98. Ainsi, le défi de taille de ce présent gouvernement régional est de faire face à la hausse du coût de la vie et de déployer les mesures nécessaires dans le but d'alléger les souffrances et les difficultés de notre population et de nos petites et moyennes entreprises. Cela nécessite une politique de solidarité indispensable et une action urgente et coordonnée déjà enclenchée qui se poursuivra pour assurer la sécurité alimentaire.

La Hausse des Prix et la Protection des Consommateurs

99. M. le président, les consommateurs sont lourdement affectés par la flambée des prix, la baisse du pouvoir d'achat et la pénurie de certaines denrées alimentaires et autres produits de base qui sont là des effets directs des nombreux défis liés à la pandémie de COVID-19 et le conflit Russie-Ukraine.
100. Nous sommes conscients des difficultés auxquelles toute la population est confrontée en ces temps présents ainsi que les défis majeurs qui vont surgir dans le futur. De ce fait, toutes les politiques que nous prendrons, toutes nos actions au cours de notre mandat, et particulièrement au cours de la prochaine année financière seront orientées vers la protection des consommateurs et la création de richesse au sein de la société.
101. Les prix de la majorité des commodités ont grimpé et les dangers d'abus en termes de prix des marchandises sont présents. Dans le but d'assurer une meilleure information des consommateurs sur les prix et de garantir leur protection, nous allons :
- Renforcer l'équipe responsable du contrôle des prix et de la protection des consommateurs dans le but d'augmenter les campagnes de sensibilisation et la formation des consommateurs ;
 - Créer des plateformes numériques qui seront accessibles à la population pour consulter les prix et pour être informée de tout changement.

Stimuler le Climat des Affaires, L'Entrepreneuriat et le Développement des Petites et Moyennes Entreprises

102. M. le président, chaque année, environ Rs 4 milliards sont injectés dans l'économie de Rodrigues pour les besoins d'investissement et des dépenses courantes à travers le budget de l'Assemblée Régionale de Rodrigues.
103. Toutefois, selon plusieurs observateurs, il a été noté que les flux monétaires sortants de Rodrigues sont plus conséquents que ceux qui restent pour circuler en interne.
104. Mon gouvernement régional croit fermement qu'une redynamisation du circuit monétaire interne est possible avec une réorientation d'une bonne partie des dépenses publiques vers l'économie locale.
105. Dans une optique de favoriser le patriotisme économique, les actions suivantes seront entreprises :
- Démarrer les consultations et procédures pour établir des statistiques locales et annuelles dans le but de développer un *Gross Regional Product* rodriguais et d'autres indicateurs socio-économiques essentiels.
 - Initier les actions pour revoir les marges de préférence dans les directives sur les marchés publics en faveur des fournisseurs, contracteurs et entrepreneurs locaux.
106. M. le président, l'entrepreneuriat, promouvant l'artisanat et les produits agro-alimentaires, est un autre domaine phare de l'activité économique de Rodrigues. Ces deux secteurs génèrent plus de 3,000 emplois directs et indirects et nécessitent d'être davantage boostés pour maximiser la croissance et l'autonomisation des entreprises.
107. On **se souvient** qu'au « centre de la difficulté se trouve l'opportunité ». C'est dans cette optique que nous encourageons les entrepreneurs de Rodrigues face à la pandémie de la COVID-19, d'innover et de s'adapter afin de manœuvrer du mieux possible face aux défis financiers et opérationnels qui se dressent sur leur route.
108. Conscient du besoin d'améliorer le climat des affaires pour permettre un meilleur épanouissement de nos entreprises locales, mon gouvernement régional compte :
- Revoir le rôle du bureau de Invest Rodrigues pour assurer un meilleur service aux entrepreneurs ;

/UNREVISED/

- Amender le *Rodrigues Regional Assembly (Licences) Regulations 2003* dans le but de prévoir l'émergence de nouvelles activités commerciales à Rodrigues et de créer un cadre juridique plus souple pour faciliter la conduite des affaires entre autres ;
 - Organiser des *Business Forums*, des *Investment Workshops* ainsi qu'une *Rodrigues Expo* au niveau national et régional en partenariat avec l'*Economic Development Board* (EDB) entre autres ;
 - Développer le label « *Made in Rodrig* » pour promouvoir et protéger les produits rodriguais ;
 - Lancer une plateforme en ligne pour commercialiser et vendre les produits de Rodrigues ;
 - Entamer les procédures visant la mise en place d'une Ecole de l'entrepreneuriat à Rodrigues ;
 - Renforcer la collaboration avec le *Mauritius Research and Innovation Council* (MRIC) afin de promouvoir la recherche et l'innovation ;
 - Créer une plateforme numérique afin que les membres du public puissent obtenir des conseils et des informations sur les procédures d'application pour les licences commerciales.
109. M. le président, les Coopératives sont appelées à jouer un rôle majeur dans notre vision d'économie sociale et solidaire. Nous renforcerons les moyens mis à la disposition des coopératives pour les rendre plus dynamiques.

L'Agriculture et L'Agro-Industrie Durables

L'Agriculture

110. M. le président, l'Agriculture a été et demeure l'une des principales sources de revenus et de subsistance de beaucoup de Rodriguais. Or, ce secteur si prometteur, délaissé au cours des dix dernières années démontre aujourd'hui des résultats chaotiques et mitigés.
111. En sus des problèmes de direction qui ont coûté fort à nos agriculteurs, ces derniers doivent aujourd'hui faire face à une crise liée au changement climatique, à l'apparition

/UNREVISED/

de maladies et autres fléaux attaquant les cultures et l'élevage ainsi qu'à l'augmentation du coût de l'alimentation animale et des intrants agricoles.

112. M. le président, une des leçons tirées de la crise de la COVID-19 ainsi que des instabilités au niveau mondial est que Rodrigues doit assurer **une** autosuffisance alimentaire et dépendre de moins en moins des importations. Mon gouvernement régional croit fermement que nous avons le potentiel requis pour y arriver.
113. Rodrigues dispose de plus de 3,500 hectares de terres arables représentant 33% des terres à Rodrigues, dont 1,875 hectares sont actuellement inexploités ainsi qu'un climat favorable qui permettraient de développer une agriculture stable, génératrice de croissance et de développement durable. Nous sommes conscients des changements à apporter au niveau des services agricoles dans le but d'obtenir les résultats escomptés.
114. M. le président, dans le but d'assurer un meilleur service aux agriculteurs mais aussi de rapprocher les services agricoles au plus près de sa clientèle, nous allons procéder à une décentralisation du bureau des services agricoles. De plus, un bureau des relations publiques sera mis en place afin de recueillir les doléances et propositions de la population.
115. M. le président, nous sommes conscients également qu'il y a une catégorie de planteurs et d'éleveurs qui dépendent exclusivement de l'activité agricole pour générer leurs revenus. Nous allons élaborer un plan de résilience dans le but de sécuriser nos producteurs ainsi que notre production agricole et alimentaire dès cette année.
116. Ce plan comprendra les actions dont la finalité est de donner encore plus de moyens aux agriculteurs professionnels afin de redonner à notre île son rôle nourricier pour sa population mais aussi de retrouver sa vocation initiale d'être un grenier de l'île Maurice.
117. Nous comptons miser sur cette catégorie pour leur permettre de garantir une production suffisante dans l'optique de pouvoir satisfaire en premier lieu le marché local. Nous parlons souvent de professionnalisation de l'agriculture et de l'élevage. Mais où sont-ils ? Nous allons débiter cette année avec un Programme d'Accompagnement à la Professionnalisation de l'Agriculture visant 60 jeunes agriculteurs ou producteurs. Des aides à la mise en place des infrastructures de production à **la** hauteur de **Rs 500,000** par jeune professionnel seront allouées pour cette année.
118. M. le président, face à l'augmentation du coût de l'alimentation animale dans les élevages, nous venons de l'avant avec une mesure exceptionnelle dans ce présent

/UNREVISED/

budget, en mettant en place une aide aux éleveurs pour prendre en charge une partie du surcoût alimentaire.

119. Nous allons mettre en place toute une politique courageuse de réforme pour un meilleur contrôle des pratiques de l'élevage dans le but de permettre une meilleure protection de notre environnement, des cultures avoisinantes, de limiter la propagation et assurer un meilleur contrôle de certaines maladies mais également d'éviter toute forme de pollution, particulièrement nos nappes phréatiques.
120. M. le président, dans le but de permettre à l'apiculture de réaliser des progrès, au cours de la prochaine année financière, mon gouvernement régional compte :
- Faciliter l'accès à des techniques innovantes et des matériels de qualité à nos apiculteurs ;
 - Définir une politique équitable qui permettrait à nos apiculteurs professionnels et enregistrés d'avoir accès au Centre de Miel de Citronnelle ainsi qu'aux équipements et facilités qui s'y trouvent ; et
 - Développer des forêts de plantes mellifères dans les endroits propices pour une production accrue de miel.
121. M. le président, il nous faudra également prendre en considération l'aspect de protection et de promotion de nos produits de qualité. Ainsi, nous allons travailler vers le développement d'un Indicateur Géographique (IG) pour une identification de l'origine et la qualité des produits mais surtout pour que Rodrigues conserve l'exclusivité de ses produits phares. Il est question également de protéger et de contrôler nos produits de fausses déclarations de la part d'opérateurs commerciaux malhonnêtes.
122. M. le président, dans ce présent budget, nous faisons provision d'une somme de plus de **Rs 80 M** pour pouvoir doter les agriculteurs et **autres** acteurs de notre chaîne agroalimentaire des moyens nécessaires afin d'assurer cette indépendance alimentaire.

Le Tourisme Durable

123. M. le président, le tourisme est l'un des principaux piliers économiques de Rodrigues, le plus affecté par la crise sanitaire avec des frontières fermées pour une durée d'au

/UNREVISED/

moins 15 mois. Les arrivées touristiques ont chuté de plus de 85% de 2017 à 2021. Le défi à relever dans ce domaine est conséquent.

124. Il nous faut à présent repenser et réinventer des stratégies efficaces qui redémarreront les activités et promouvront un tourisme soutenu au sein de l'île.
125. M. le président, d'ici 2023, nous aurons un Plan Directeur pour le développement du tourisme durable à Rodrigues. Ce plan nous donnera les grandes orientations en termes d'outils de marketing et de promotion à adopter, de slogan pour la promotion spécifique de Rodrigues, d'aménagement du territoire pour les zones appropriées pour le développement des infrastructures touristiques entre autres.
126. Pour remettre sur pied le secteur du tourisme, nous proposons de :
 - Renforcer les liens et collaborer davantage avec le Ministère du Tourisme dans le but de développer des stratégies communes ;
 - Collaborer avec la compagnie aérienne nationale pour une meilleure visibilité sur les vols internationaux ;
 - Organiser des tournées pour promouvoir Rodrigues et attirer des touristes Mauriciens et Réunionnais ;
 - Finaliser le projet de placement de panneaux d'indication dans les villages, les plages publiques, ainsi que le marquage de cinq sentiers de randonnée pédestre, en conformité avec les normes internationales ;
 - Améliorer le site touristique de Mt Limon, avec la construction d'un meilleur accès et en installant des bancs et des enseignes ;
 - Créer une application mobile pour promouvoir Rodrigues à travers les outils digitaux ;
 - Réorganiser le *E-licensing System* au *Tourist Enterprise Licensing Unit*, en mettant en place une réception et en assurant la conformité aux normes. Une plateforme en ligne sera aussi créée pour faciliter l'octroi des licences ;
 - Concevoir un calendrier d'événements locaux en collaboration avec les Commissions, ONG et associations pour assurer une meilleure organisation et gestion des événements durant l'année ;

/UNREVISED/

- Revoir le ‘*Tourism Authority Act*’ afin d’émettre des règlements qui seront adaptés au contexte local et au secteur touristique grandissant (les propositions) ;
- Former des skippers pour des activités en mer à 24 milles nautiques. Il est à noter que jusqu’à présent, les skippers sont uniquement formés pour des activités à 12 milles nautiques.

Un Secteur de Pêche Moderne et Productif

127. M. le président, pour favoriser un secteur de pêche durable à Rodrigues, il nous faut une approche globale qui prend en compte les capacités financières à implémenter des projets et à assurer un suivi viable commercialement. Il est également impératif d’avoir une politique fiable de lutte contre la pêche illégale et la corruption pour véritablement sanctionner les infractions. Développer une pêche « durable », c’est d’abord mettre un terme à certaines habitudes qui ne peuvent plus durer.
128. Mon gouvernement régional s’est engagé à adopter les stratégies et actions nécessaires pour moderniser le secteur de la pêche. Au cours de la prochaine année financière, mon gouvernement régional compte entreprendre les actions et mesures suivantes :
- Travailler sur des jumelages avec les académies et autres écoles de pêche de la région afin d’offrir une formation professionnelle à nos jeunes ainsi que ceux déjà dans le métier pour qu’ils puissent avoir une carrière professionnelle et qualifiante et acquérir les bonnes techniques de pêche ;
 - Élaborer un plan stratégique pour le secteur de la pêche, comprenant le développement de l’aquaculture, l’exploitation et la protection des ressources marines ainsi que la transformation et la valorisation des produits de la mer ;
 - Réhabiliter le bateau de recherche *Diego Rodriguez* pour favoriser et implémenter la recherche des espèces inexploitées comme les crevettes et les crabes et pour la formation de nos pêcheurs ;
 - Réorganiser le département de la pêche qui comprendra un département spécifique pour la formation et la recherche ainsi qu’un département qui assurera la supervision et la mise en vigueur des lois et règlements en faveur de la conservation et la protection des ressources marines ;

/UNREVISED/

- Réhabiliter et réactiver la Maison des Pêcheurs à Pointe Monier avec l'appui des partenaires privés ;
- Développer des plans d'aides, de partenariat et autres mesures afin d'inciter l'investissement privé dans le secteur de la pêche ;
- Allouer les cinq bateaux IFAD et les six autres bateaux de l'ex-Rodrigues General Fishing Co. Ltd à des opérateurs privés selon un Business Plan établi ;
- Travailler sur un programme permettant une meilleure identification des bateaux de pêche. Le numéro d'identifiant devra être affiché sur chaque bateau afin que ce dernier soit visible de jour comme de nuit ;
- Doter les services de surveillance de pêche d'équipements spécialisés permettant de prendre des images, filmer et en faire la sauvegarde pour une présentation éventuelle devant la cour ;
- Entreprendre une étude scientifique pour connaître l'état et la santé du lagon dans le but de mieux guider nos actions ;
- Engager un projet de *desilting* du lagon avec le début cette année d'un programme de dragage des petites passes.

129. M. le président, mon gouvernement régional mettra tout en œuvre afin de favoriser une utilisation durable de nos ressources marines. Par conséquent, une provision de plus de **Rs 80 M** sera allouée au secteur de la pêche.

Poursuivre le Virage Numérique : Le Secteur des Nouvelles Technologies, de l'Information et de la Communication (TIC)

130. M. le président, le secteur des TIC demeure une réponse au défi de développement d'un pays et des entreprises. Mon gouvernement régional s'est engagé à faire des TIC un levier de développement et de croissance. Sous cet angle, l'investissement dans le secteur des TIC doit donc s'accompagner d'un modèle innovant favorisant à la fois les savoirs procéduraux, déclaratifs, critiques et réflexifs des apprenants. Il s'agit de hisser notre pays, en matière d'innovation et de technologies numériques, à un niveau répondant aux standards internationaux.

/UNREVISED/

131. Nous sommes conscients que l'informatique est appelée à devenir un pilier de l'économie et un secteur pourvoyeur d'emplois à Rodrigues. C'est dans cet élan que notre gouvernement régional va déployer tous les efforts et ressources nécessaires dans le développement de ce secteur.
132. Dans le but de bénéficier pleinement des avantages liés au secteur des TIC et en assurer l'optimisation, nous allons entreprendre les mesures suivantes :
- Une formation dans le secteur des TIC afin de répondre à la demande en ressources humaines qualifiées particulièrement avec l'avènement du Technopark de Baladirou d'ici 2023 et permettre la création d'au moins 1,000 emplois d'ici 2027 ;
 - Organiser des *road shows* pour promouvoir Rodrigues comme un hub numérique ;
 - Organiser des compétitions afin de solliciter la jeunesse de Rodrigues à utiliser les technologies de l'information de manière appropriée et efficace.

S'ENGAGER POUR DES COMMUNAUTES SOLIDES ET STABLES

Rétablir et Rehausser le Système de Santé à la Population

133. M. le président, il est essentiel d'assurer la santé et le bien-être de tous si nous voulons éradiquer la pauvreté, réaliser le développement durable et contribuer à la croissance économique.
134. M. le président, il est indéniable que la crise de la COVID-19 a attiré et attire encore l'attention sur notre système de santé publique déjà surchargé et les difficultés rencontrées par notre personnel soignant et non-soignant ainsi que le manque d'équipements et de structures adéquats.
135. M. le président, nous allons au cours de la prochaine année financière démarrer la construction d'un hôpital moderne à Rodrigues. Afin que cette infrastructure soit aux normes de la santé, nous avons sollicité l'assistance et les conseils d'experts de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

/UNREVISED/

136. Nous allons investir massivement dans un système de santé efficace, l'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène ainsi que des services plus réguliers et accessibles de médecins et spécialistes afin d'améliorer la santé et la qualité de vie de notre peuple.
137. Les mesures pour cette année comprendront :
- Le recrutement de spécialistes dans le domaine de l'anesthésie, la pédiatrie et la médecine générale, psychologie et des *Medical Laboratory Technologists* ;
 - L'amélioration des hôpitaux et les centres de santé ;
 - La conversion de *Zita Jean Louis Area Health Centre* en un centre de traitement contre la COVID-19 ;
 - La rénovation du *catering department* à l'hôpital Queen Elizabeth de Crève-Cœur ;
 - La construction d'incinérateurs pour les déchets médicaux ;
 - L'évaluation de l'état de réparation des 13 ambulances actuellement en panne au *Mechanical Workshop* et par la suite la réparation de celles qui sont réparables avec l'aide du ministère de la Santé ;
 - La préparation d'un accord de principe (MoU) avec le *Mauritius Institute of Health* pour l'ouverture d'une branche du *Nursing School* à Rodrigues ;
 - La signature d'un accord de principe (MoU) avec le *Cardiac Centre Trust* pour l'ouverture d'un *Cardiac Dedicated Unit* à Rodrigues. M. le président, certains services comme la pose d'un 'pacemaker' et autres interventions au niveau cardiaque pourront dorénavant être offerts à Rodrigues ;
 - La mise-en-place d'un *Mobile Unit* pour l'accélération de la campagne de vaccination à Rodrigues avec le support du ministère de la Santé ;
 - La concrétisation de l'étude sur le cancer avec l'assistance du Ministère de tutelle ;
 - La formation des personnels médicaux de Rodrigues en lien avec le service ambulancier de SAMU et en épidémiologie ; et
 - La révision du *Fast Track Protocole* pour le transfert des patients en ophtalmologie vers Maurice.

Le Sport

138. M. le président, comme mentionné dans mon discours quinquennal du 18 mars dernier, mon gouvernement régional va favoriser le sport à tous les niveaux dans le but de promouvoir une population en bonne santé et de créer une catégorie de sportifs professionnels.
139. Nous percevons le sport comme l'un des instruments de politiques indéniables de cohésion sociale et de rayonnement et de prestige sur la scène nationale, régionale et internationale.
140. Nous visons à concrétiser un accès au sport pour tous : du loisir jusqu'au sport de haut niveau. Nous comptons ainsi répartir les efforts financiers et humains au service de ces objectifs.
141. A cet effet, toujours dans un esprit de rehausser le niveau du sport à Rodrigues, mon gouvernement régional propose les mesures suivantes :
- La mise à la disposition de nos athlètes d'une assistance financière pour les équipements et autres facilités pour leur préparation au Jeux de la Commission de la Jeunesse et des Sports des Iles de l'Océan Indien (CJSOI 2022 à Maurice) et les Jeux des Iles de l'Océan Indien (JIOI 2023 à Madagascar) ;
 - Le recrutement de 10 anciens athlètes de haut niveau ainsi que 20 animateurs sportifs additionnels à travers le *Rodrigues Sports Company Limited* dans le but d'assurer la maintenance des infrastructures sportives et d'assister les entraîneurs dans leurs tâches entre autres ;
 - Revoir les plans d'aides aux athlètes à travers le *High Level Sports Scheme* ;
 - Le démarrage des préparatifs pour relancer la quatrième édition des 'Jeux de Rodrigues' prévu en 2023 ;
 - La rénovation du stade de Marechal avec des facilités additionnelles ;
 - L'introduction d'un nouveau programme de sport pour tous intitulé *Life Long Fitness Programme* ayant pour but la consolidation des actions contre les maladies non-transmissibles ;

/UNREVISED/

- Le recrutement de 10 *fitness animators* additionnels afin de poursuivre le programme de ‘Sport pour Tous’ dans des villages ;
- Le recrutement de trois *Advisor coach* dans les disciplines du football, de la natation et du basketball afin de consolider l’encadrement technique des athlètes à travers la formation continue ;
- La création d’une structure spécifique de football pour relancer le football au niveau des jeunes. Ce projet sera étendu à d’autres sports d’équipes sur les années financières futures ;
- L’organisation de Jeux des Jeunes afin de développer l’engouement de nos jeunes pour le sport et parfaire leur préparation pour les compétitions nationales et régionales.

Le Logement Dément Pour Tous

Le Plan de Logement Social

142. M. le président, dès la prise de fonction de ce gouvernement régional, j’ai fait du logement une priorité d’action.
143. La politique menée par le gouvernement régional sortant en ce qui concerne le logement pèse lourdement sur notre population, qui est contrainte de dépenser trop, voire s’endetter, pour se loger. Il est plus que temps de lutter avec détermination et pragmatisme contre la crise de ce secteur.
144. M. le président, nous allons revoir ce programme de logement social. Il est inconcevable que quelqu’un qui touche une mince allocation sociale soit contrainte de s’endetter à vie et de puiser de cette allocation surtout en ce moment de crise économique où les prix des matériaux ne cessent de grimper.
145. Un de nos objectifs clés est que chaque famille puisse disposer d’un habitat décent et de l’encadrement nécessaire afin d’être résilients face à la pauvreté, surtout face à la hausse du coût de la vie.
146. Les actions que nous préconisons pour cette année financière sont :
 - La relance de la *Rodrigues Housing and Property Development Company Ltd* afin de remplir sa mission : aider les familles démunies de Rodrigues à accéder à des

/UNREVISED/

plans de financement pour la construction de leurs maisons sans avoir à s'endetter auprès des banques mais également à gérer le programme de construction des logements ;

- La mise en place de plans d'épargne logements en étroite collaboration avec la *Rodrigues Housing and Property Development Company Ltd* ;
- La construction de logements adéquats pour les familles méritantes ;
- La révision des programmes de logement existants accompagnée d'un assouplissement des critères d'éligibilité et l'incorporation d'un réservoir d'eau de capacité de 4 m³ au plan de logement pour la collecte des eaux de pluie.

Assurer un Meilleur Encadrement aux Familles, aux Enfants, aux Jeunes et aux Personnes Âgées

La Jeunesse - Catalyseur du Développement

147. M. le président, les défis d'aujourd'hui nous interpellent tous mais ils pèsent encore plus sur les jeunes car ils devront les affronter tout au long de leur vie. Une jeunesse formée et proactive représente un levier pour dynamiser l'économie de Rodrigues, mais peut également aider à répondre aux défis de la société. Nous veillerons à mettre en place une politique qui sera axée sur le renforcement des capacités et la mise en valeur des jeunes.
148. En vue de l'épanouissement de notre jeunesse pour en faire les futurs leaders d'un monde plus durable, un budget de plus de **Rs 10 M** sera déployé pour le développement des mesures suivantes :
- La réorganisation des Centres de Jeunesse existants pour fournir des formations, des conseils et promouvoir les loisirs ;
 - La mise en place de « Coins de documentation » dans tous les centres de Jeunesse ;
 - La valorisation de l'approche participative dans l'identification, la conception, la planification et la mise en œuvre des activités de jeunesse afin que le besoin ressenti et l'implication des jeunes soient davantage pris en compte et valorisés ;

/UNREVISED/

- L'implication de 20 jeunes mères dans un programme de développement de l'entrepreneuriat visant leur autonomisation ;
- La conduite d'un vaste programme de communication et de sensibilisation sur les problèmes liés à la santé sexuelle et reproductive à Rodrigues.

La Famille et l'Enfant

149. M. le président, quelle que soit sa typologie, la famille, est le pilier sur lequel repose le développement de l'individu. Ainsi, nous accordons une importance particulière au développement et à l'épanouissement de chaque membre d'une famille. Nos politiques de logement, allocation des terres, la sécurité sociale entre autres visent toutes à accompagner les familles rodriguaises à mieux vivre.

L'Epanouissement de la Femme et l'Egalité des Genres

150. M. le président, la contribution de la Femme Rodriguaise au développement économique, social et culturel de notre île est indéniable. En effet, les femmes ont su démontrer leurs forces et leurs compétences, et surtout leur esprit de débrouillardise dans toutes les sphères de notre société.
151. Néanmoins, nous avons pu constater que la situation pour certaines d'entre elles demeure à ce jour difficile. De ce fait, mon gouvernement régional est déterminé à accélérer le progrès vers l'égalité, ainsi qu'à intégrer davantage de femmes dans divers domaines.
152. Cette année financière sera marquée par les actions au profit des femmes Rodriguaises, afin qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle dans la société et renforcer leur participation dans les instances et positions dirigeantes. Nous allons de ce fait:
- Mettre sur pied un 'Forum pour le Développement des Femmes de Rodrigues' (FDFR), pour permettre aux femmes des sphères publics et privés, de contribuer pleinement dans la prise de décisions pour la promotion de la condition féminine et l'égalité des genres ;
 - Changer l'appellation de la Commission de la Femme, du Développement de L'enfant et du bien-être de la Famille en la **Commission de l'Egalité des Genres**

et du Bien-être de la Famille. Ceci permettra la participation des hommes et des garçons dans les diverses activités et les programmes, afin d’œuvrer tous ensemble vers une cause commune pour réduire la violence et promouvoir l’égalité ;

- Former et renforcer les capacités et programmes d’échanges des femmes entrepreneurs au niveau local, national, régional et international ;
- Mettre en place un programme de renforcement de l’autonomisation et du leadership des femmes, afin de leur donner les moyens d’être des catalyseurs du changement et à travailler ensemble vers un objectif commun ;

Reconnaître et Promouvoir la place des Personnes Âgées et les Personnes Handicapées dans la Société

153. M. le président, les actions de mon gouvernement régional sont guidées par l’engagement de ne laisser personne de côté. Il est ainsi de notre devoir de promouvoir et donner le support nécessaire à nos aînés et aux personnes en situation d’handicap, afin de leur assurer une vie digne ainsi qu’un sentiment d’appartenance dans la communauté.
154. Afin de permettre à toutes ces personnes de demeurer actives et à contribuer au développement de Rodrigues, mon gouvernement régional s’engage à prendre les mesures suivantes :
- La formation des officiers sur le bien-être et la prévention d’abus sur les personnes âgées ;
 - La formation des personnes en situation d’handicap dans divers domaines tels que l’informatique et autre ; et
 - La formation continue et le *Refresher Course* pour tous les officiers de la Commission.

Les Arts et la Culture

155. M. le président, Rodrigues se distingue facilement sur plusieurs fronts étant donné son identité unique, reconnaissable à travers ses arts et sa culture. Outre son typique ‘Sega

/UNREVISED/

Tambour’ qui invoque une atmosphère chaleureuse, notre île se distingue également par son ‘*Kreol Rodrige*’.

156. Depuis notre prise de fonction, nous avons fait deux constats. Le premier, je dois vous le dire : je suis frappé de voir l’enthousiasme d’autant de Rodriguais particulièrement des jeunes à faire carrière dans le domaine des arts et de la musique, malgré les défis qui guettent ce secteur. Le deuxième : le système des arts et de la culture ne dispose pas de vrai plan de développement pour en faire une réelle industrie génératrice de revenus.
157. C’est pour cela que mon gouvernement régional propose de mettre en œuvre des mesures qui propulseront et protégeront notre patrimoine culturel, tout en permettant de faire connaître et faire vivre nos artistes locaux.
158. Pour emmener du renouveau dans le secteur des arts et de la culture, nous proposons de :
- Relancer le Festival d’Art Dramatique, qui sera interprété en trois langues ;
 - Recruter des animateurs culturels et des instructeurs qui accompagneront nos artistes dans leurs domaines respectifs ;
 - Augmenter l’allocation aux artistes lors des événements majeurs à **Rs 25,000** ;
 - Remettre une allocation de **Rs 50,000** aux associations culturelles dans le but de rendre l’art plus accessible au public ;
 - Accorder une allocation de **Rs 10,000** aux institutions scolaires en vue de créer un *Arts Club* dans chaque école ;
 - Créer un Institut Créole à Rodrigues pour promouvoir le ‘Kreol Rodrige’ ;
 - Reconstituer *l’Akademi Kreol Rodrige* (AKRo) afin de promouvoir l’enseignement du créole Rodriguais dans les collèges ;
 - Mettre en place un comité intitulé le *Regatta Organising Committee* qui facilitera l’organisation des régates au niveau régional ;
 - Entamer la construction d’un Centre de Lecture et d’Animation Culturel (CLAC) à Port Sud Est.

L'EDUCATION, LA FORMATION ET LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

159. M. le président, l'éducation et la formation sont les moteurs de développement pour l'avancement d'un pays et qui mènent vers l'épanouissement et l'autonomie de sa population.
160. Selon les statistiques pour l'année 2020, 50% de la population de Rodrigues était composée de jeunes de moins de 25 ans. Nous avons une population très jeune et nous croyons que lorsqu'une jeunesse est éduquée, lorsque tout au long de la vie on continue à apprendre et à se former, alors on arrive à mieux faire face aux différents déséquilibres et on y résiste **le** mieux.
161. M. le président, nous allons focaliser notre effort sur l'éducation, la formation, le développement et le renforcement des capacités. Nous sommes confiants que ces derniers contribuent à renforcer l'autonomie, à construire de l'activité, à permettre à tous de trouver sa place dans la société - c'est ce qui enraye la fatalité de la pauvreté et de l'appauvrissement.

L'Education

162. Ces deux dernières années, notre système éducatif a été mis à rude épreuve avec la pandémie de la COVID-19 qui a créé l'incertitude chez nos étudiants et le corps enseignant et non-enseignant.
163. Malgré le peu de moyens disponibles, le '*online teaching*' a dû être introduit pour encadrer nos élèves. Permettez-moi, M. le président, de féliciter les enseignants pour la dévotion dont ils ont fait preuve durant cette période ainsi que les parents pour avoir été plus que jamais des partenaires clés dans l'éducation de leurs enfants.
164. M. le président, nous comptons donner tout le support possible pour développer davantage le *online teaching* et le *online learning* dans le but d'améliorer l'expérience et l'efficacité de cet outil qui devient indispensable de nos jours et de transformer l'environnement d'apprentissage et d'enseignement.
165. Nous espérons emmener et rénover notre système éducatif pour une éducation de qualité, inclusive et équitable à travers les mesures suivantes :

/UNREVISED/

- L'élaboration d'un *Master Plan* basé sur les spécificités au sein du système éducatif à Rodrigues ;
- L'amélioration des infrastructures des écoles pré-primaires et spécialisées (*SEN Schools*) afin qu'elles soient conformes aux règlements du *Early Childhood Care and Education Authority (ECCEA)* et le *Special Education Needs Authority (SENA)* ;
- Le recrutement d'un consultant pour la réorganisation des écoles pré-primaires privées et des écoles spécialisées à Rodrigues incluant des propositions pour une structure appropriée pour ces écoles, une révision de la rémunération et des conditions de service de leur personnel ;
- L'amélioration continue des infrastructures des écoles primaires et secondaires ;
- L'implémentation d'un système d'audit de performance pour évaluer le niveau de réussite de nos élèves afin de permettre aux écoles de proposer des mesures correctives pour remédier aux difficultés d'apprentissage ;
- Le développement d'un *Quality Assurance Framework* pour les écoles à Rodrigues ;
- L'introduction d'un système de récompense pour les établissements scolaires ayant obtenu un taux de réussite plus élevé que la précédente année ;
- L'organisation d'un *After School Support Programme* pour aider les étudiants du primaire et du secondaire ayant des difficultés d'apprentissage ;
- La mise en place de clubs de langues afin de favoriser l'apprentissage des langues étrangères et développer des compétences linguistiques ;
- La formation professionnelle continue des enseignants à tous les niveaux ;
- Promouvoir des échanges entre les différents acteurs locaux, nationaux et internationaux du secteur de l'éducation, afin d'incorporer l'innovation et la créativité durant l'apprentissage des étudiants et au sein du corps enseignant ;
- L'organisation d'ateliers de travail sur les thèmes tels que la gestion des institutions d'enseignement, la pédagogie et l'innovation dans l'enseignement parmi d'autres ;

- La poursuite des actions en lien avec le *Nine Year Continuous Basic Education* (NYCBE) incluant les réformes dans le domaine de l'enseignement technique et la formation professionnelle.

La Formation et le Renforcement des Capacités

166. M. le président, la formation professionnelle est un instrument public privilégié pour améliorer l'employabilité des nos jeunes ainsi que des travailleurs sans emploi ou ceux employés déjà qui veulent parfaire leurs compétences.
167. M. le président, dans la perspective de promouvoir la formation et le développement des compétences, mon gouvernement régional est résolu à aider les jeunes à être mobiles. Nous introduisons cette année un Plan d'Aide à la Mobilité et à la découverte pour nos jeunes. Cette mesure, à différencier des bourses universitaires classiques, vise à sponsoriser le déplacement d'un jeune ayant un projet de carrière ou d'entreprise spécifique pour des séjours d'études ou de stages courts à Maurice et à l'étranger. En l'occurrence, si un jeune pâtissier décroche un stage dans une pâtisserie ou une maison de renom en France, **par exemple**, mais n'a pas les moyens, nous prendrons en charge, par exemple, ses billets d'avion et ses frais de séjour jusqu'à un certain seuil. Des appels pour soumettre les demandes seront faits annuellement et un comité examinera les demandes selon des critères établis et fera les recommandations. Il appartient aux jeunes dynamiques de saisir ces opportunités.
168. Je prévois un budget de **Rs 8 M** pour cette mesure qui vise à sortir nos jeunes de l'insularité et à les faire découvrir le monde dans la perspective de leurs projets et centre d'intérêts tout en gardant leurs liens avec l'île Rodrigues.

LES INFRASTRUCTURES MAJEURES

L'Aéroport et le Port : Moteurs du développement durable et intégré

169. M. le président, il est clair que l'état des infrastructures majeures et nationales en dit long sur un pays ainsi que son ambition.
170. Au sein de mon gouvernement régional, nous croyons que les services et infrastructures de transport constituent un moteur important de développement économique. Ainsi, si nous voulons développer des industries et attirer des investisseurs pour un climat

propice pour la création d'emplois accompagné de toutes les retombées économiques positives avec pour finalité la prospérité de notre île, il est impératif que nous développions nos infrastructures majeures.

Le Port : Outil de décentralisation

171. M. le président, permettez-moi encore une fois de faire un bref rappel des réalisations passées. En 2009, nous avons également commandité un Plan Directeur pour le développement du port. Ce plan comprenait de nombreuses actions visant à revoir l'aménagement du port de manière à accroître son efficacité ainsi que définir les facilités à être mises en place au profit des pêcheurs locaux. La plupart des actions préconisées dans ce plan ont été complétées sauf la partie du développement du port.
172. M. le président, trop de retard a été accumulé dans ce projet de développement portuaire qui est crucial pour permettre et garantir des échanges commerciaux dans la région. Nous avons la certitude que le déploiement de nos infrastructures portuaires sera le véhicule de développement de notre territoire et sera ainsi la locomotive de notre économie.
173. Lors de la prochaine année financière, nous comptons reprendre les discussions et conclure les procédures quant à la construction d'un nouveau port qui sera accompagné d'infrastructures annexes telles qu'un port de pêche aux normes entre autres. Nous entamerons aussi une étude qui nous indiquera l'état de préparation et les éventuelles étapes à compléter pour faire venir des navires de marchandises directement depuis l'étranger. Nous pensons que ces mesures nous donnerons une certaine compétitivité et atténuerons les effets de la hausse des prix des produits importés.

Le Développement Aéroportuaire

174. M. le président, nous sommes à une ère évolutive où la connectivité avec le monde, que ce soit pour une mobilité personnelle ou commerciale, devrait être à la portée de tout un chacun.
175. Nous sommes aujourd'hui encore plus que convaincus de l'impact positif de l'infrastructure aéroportuaire sur l'économie d'un pays. En plus de constituer la porte d'entrée des touristes, hommes d'affaires et investisseurs, le développement de

l'aéroport va créer de nombreuses opportunités d'emplois et de création de richesse pour la communauté.

176. En 2010 le gouvernement d'alors, avec moi-même comme Chef Commissaire, avait commandité une étude de faisabilité quant à la construction d'une nouvelle piste d'atterrissage à Plaine Corail.
177. M. le président, 2010-2022 : douze ans déjà et nous nous retrouvons toujours avec la même piste d'atterrissage, les mêmes porteurs, les mêmes liaisons et les mêmes contraintes auxquelles font face les usagers : limitation du poids des bagages, difficulté continue à sécuriser un siège sur l'avion et pas de possibilité de cargo.
178. M. le président, au cours des dix dernières années, à chaque discours du budget, nous avons droit au même refrain : des études en cours, lancement d'appels d'offres. Tout cela a été plutôt un effet d'annonce.
179. M. le président, le peuple a assez, voire trop attendu que ce projet se concrétise.
180. Mon gouvernement régional s'engage à réaliser la construction de la piste d'atterrissage au cours de son mandat.

Le Développement d'une Nouvelle Zone Urbaine à Plaine Corail – Un '*Airport Town*'

181. M. le président, le projet de créer une nouvelle zone urbaine commerciale moderne annexée à l'aéroport avec toutes les facilités 'Duty-Free' et de loisirs est appelé à sortir de terre prochainement. Nous avons déjà identifié une superficie de près de 121 hectares dans la zone de l'aéroport pouvant accommoder toutes les structures qui seront mises en place. L'idée est de convaincre le Gouvernement Central de décréter cette zone comme zone 'Duty-Free' pour le shopping et autres facilités de loisirs et de séduire des investisseurs institutionnels nationaux.
182. Nous allons démarrer les consultations dans le but d'identifier des partenaires techniques et financiers pour des projets structurants de grande envergure dans le cadre du projet de '*Airport Town*'. Par la suite, nous allons lancer un appel d'offres pour la réalisation des études économiques, techniques et financières en lien avec ce dernier. Grâce à ce projet, plus de 500 emplois directs seront créés à terme.

La Gestion de l'Aéroport de Plaine Corail

183. M. le président, comme énoncé dans le programme quinquennal de mon gouvernement régional, nous avons émis la volonté de vouloir participer de façon plus active dans la gestion de *Airport of Rodrigues Ltd* (ARL).
184. Après discussions avec l'administration de la compagnie, nous avons pris la décision de participer financièrement dans les dépenses opérationnelles d'ARL afin d'éviter à la compagnie d'augmenter les frais sur le *Passenger Service Charge* (PSC) qui aurait conduit à une hausse du prix du billet d'avion pour le passager en partance de Rodrigues.
185. A cet effet, une somme de **Rs 51 M** est prévue dans le budget de 2022-2023 comme subvention à Airport of Rodrigues Limited (ARL).

INSTAURER LA BONNE GOUVERNANCE ET REFORMER LA FONCTION PUBLIQUE

186. La fonction publique doit être autonome, voire indépendante afin d'assurer plus de professionnalisme. Les fonctionnaires et l'appareil administratif jouent un rôle clé pour l'exécution des projets du gouvernement régional.
187. Dans beaucoup de cas, ils sont même des locomotives des divers projets. La gouvernance administrative a été trop longtemps polluée par l'ingérence politique permanente et systématique de l'ancienne équipe dans la gestion administrative alors que les Commissaires sont supposés ne donner que des orientations stratégiques et programmatiques.
188. Une réforme de la gouvernance des entités et compagnies créées par l'Assemblée Régionale est également urgente et doit se faire selon le principe suivant : les compagnies et Commissions, particulièrement celles qui doivent assurer la délivrance de services au grand public, devront publier des objectifs de performance annuelle ; de même des rapports d'évaluation de leur performance doivent être soumis annuellement à l'Assemblée régionale et rendus publics.

CONCLUSION

189. M. le président, ce présent exercice budgétaire vise l'année financière 2022-2023. En tant que nouveau gouvernement régional, nous sommes obligés de respecter les dépenses prévues et initiées par le précédent gouvernement. De ce fait, nous avons une marge de manœuvre réduite pour satisfaire les besoins de la population qui a majoritairement choisi de nous faire confiance.
190. Je souhaite remercier le Premier Ministre et Ministre de Rodrigues, l'Honorable Pravind Kumar JUGNAUTH pour son appui continuels au développement de Rodrigues.
191. Permettez-moi également d'adresser mes sincères remerciements au Ministre des Finances, l'Honorable Docteur Renganaden PADAYACHY, le Secrétaire Financier Monsieur Dharam Dev MANRAJ et toute l'équipe du Ministère des Finances pour leur coopération à la préparation de ce présent budget.
192. Je salue également nos partenaires nationaux et internationaux pour leur engagement et leur contribution à l'avancement de notre île et de son peuple.
193. Je souhaiterais saluer l'immense contribution de l'Adjoint au Chef Commissaire, de mes collègues Commissaires, des élus régionaux ainsi que toute l'équipe de l'Alliance Libération au développement et montage du premier budget de ce gouvernement régional.
194. Je tiens à exprimer mes plus vifs remerciements au Island Chief Executive, aux Departmental Heads, à la Lead Analyst et officiers de la EPMU, aux équipes des départements des Finances et des Ressources Humaines, ainsi que tous les officiers et toutes les personnes qui m'ont apporté leur appui à la préparation de cet exercice budgétaire.
195. Nous sommes conscients de l'énorme confiance placée en nous par le Peuple Rodriguais. Nous sommes solidaires de tous et avons une pensée spéciale pour les personnes âgées, aux jeunes à la recherche d'un emploi, les handicapés et les familles économiquement vulnérables. Vous avez aujourd'hui un gouvernement régional à l'écoute de vos attentes et de vos aspirations.
196. M. le président, le budget global de l'Assemblée Régionale de Rodrigues pour l'année financière 2022-2023 est de **4 milliards 790 millions de roupies** avec, d'une part, le

budget courant à hauteur de **3 milliards 765 millions de roupies** et d'autre part, le budget de développement de **1 milliard 25 millions de roupies**.

197. Nous, les Rodriguais et les Rodriguaises, responsables et réalistes réaliseront notre rêve d'avoir une île Rodrigues où il fait bon vivre ensemble.

198. M. le président, les élections sont maintenant derrière nous et l'heure est au travail pour nous. C'est pour cela je demande à l'opposition encore une fois d'accepter leur défaite et de faire une opposition constructive. C'est notre premier budget et il y en aura quatre autres jusqu'à 2027.

199. Permettez-moi de terminer avec cette citation de Abraham Lincoln. Je cite :

« Un homme d'État est celui qui pense aux générations futures, et un homme politique est celui qui pense aux prochaines élections ».

Fin de citation.

200. Travaillons ensemble :

- pour surmonter les difficultés,
- pour transformer l'économie de l'île pour le bénéfice de tous ;
- pour des soins de santé appropriés ;
- pour des infrastructures adaptées ;
- pour résoudre le problème de l'eau ;
- pour redonner la joie de vivre à tous les Rodriguais et les Rodriguaises.

201. Mr. Chairperson, I am tabling the draft estimates of recurrent revenue, recurrent expenditure, capital revenue and capital expenditure for the financial year ending 30 June 2023 for consideration and approval by this Assembly.

With these words, Mr. Chairperson, **Sir**, I thank you for your attention and I command the motion to the House.

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

(Applause)

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I beg to move that the debate be now adjourned.

/UNREVISED/

The Commissioner for Health and Others (Mr J. N. Volbert) rose and seconded.

Question put and agreed to.

ADJOURNMENT

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Monday 02 May 2022 at 10.30 a.m.

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr L. A. Perrine) rose and seconded.

Question put and agreed to.

Mr Chairperson: The House stands adjourned.

Now I invite all the Respected Members and the guests to join the Chief Commissioner for a cocktail on the terrace.

At 4.39 p.m., the Assembly was, on its rising adjourned to Monday 02 May 2022 at 10.30 a.m.